

ANNUAIRE FRANÇAIS
DE
RELATIONS
INTERNATIONALES

2015

Volume XVI

**PUBLICATION COURONNÉE PAR
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)



Université Panthéon-Assas
Centre Thucydide

PUISSANCE ALLEMANDE OU FAIBLESSE FRANÇAISE ?

LES RELATIONS FRANCO-ALLEMANDES A L'ÉPREUVE DE LA NOUVELLE POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE BERLIN

PAR

FRÉDÉRIC BOZO (*)(**)

Depuis quelques années, l'affirmation de l'Allemagne sur la scène internationale est l'objet d'interrogations, tant dans le pays que parmi ses partenaires. Pour certains, le risque existe de voir une Allemagne disposant d'un poids accru s'émanciper des liens qui jusqu'ici maintenaient sa politique extérieure dans des cadres rassurants, qu'ils soient atlantique, européen ou onusien. Pour d'autres, l'Allemagne, restée trop longtemps une puissance « malgré elle », doit davantage assumer sa puissance nouvelle, quitte à accepter un rôle de *leadership* dont elle a jusqu'ici rechigné à s'acquitter : ainsi le ministre polonais des Affaires étrangères, Radoslaw Sikorski, n'a-t-il pas hésité à déclarer à Berlin, en 2011, « *moins craindre la puissance allemande que l'inactivité allemande* » (1). Cela étant, qu'on redoute son émancipation ou qu'on regrette son inaction, une chose est sûre : l'Allemagne, vingt-cinq ans après sa réunification, entend davantage peser de son propre poids dans le monde.

Peu d'autres pays sont autant concernés que la France par cette évolution, ne serait-ce que parce qu'elle pose en termes nouveaux la question des équilibres de puissance entre les deux partenaires. Pour bien en mesurer les enjeux, il faut brièvement revenir en arrière. Pendant une bonne partie de la Guerre froide, la France avait compensé son déficit de puissance vis-à-vis de l'Allemagne par l'affirmation d'une politique de puissance. Alors que la République fédérale allemande (RFA), à partir du début des années soixante-dix, s'affirmait de plus en plus comme la première économie européenne et que le deutschemark assumait le *leadership* monétaire, la France cultivait son habitus de puissance d'envergure mondiale. En termes de statut (puissance victorieuse de 1945, membre permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies et détentrice de l'arme nucléaire) comme en termes d'actions (un certain

(*) Professeur à l'Université Sorbonne Nouvelle (Paris III, France).

(**) Une version en allemand de cet article est parue dans l'ouvrage *Deutschland : eine Bestandsaufnahme. Deutsche, französische und polnische Perspektiven auf die Entwicklung der Bundesrepublik*, Fondation Genshagen, 2015.

(1) « Poland and the future of the European Union », Berlin, 28 nov. 2011, disponible sur le site Internet www.mfa.gov.pl/resource/33ce6061-ec12-4da1-a145-01e2995c6302:JCR.

interventionnisme, notamment en Afrique), elle conservait ainsi une marge de supériorité politico-stratégique vis-à-vis d'une Allemagne divisée et surveillée. La reprise du rapprochement franco-allemand et la relance de la construction européenne dans les années 1980, voulues par Helmut Kohl et François Mitterrand, s'inscrivaient explicitement dans une balance entre prépondérance économique de la RFA et activisme international de la France, chacun des deux partenaires cherchant à limiter la marge de supériorité de l'autre dans son domaine de prédilection tout en voulant construire ensemble l'Europe par des progrès de la coopération dans ces mêmes domaines : la France en privilégiant le projet d'Union économique et monétaire (UEM), qui devait permettre d'ancrer la puissance allemande dans un ensemble européen de plus en plus intégré ; et l'Allemagne en cherchant notamment une forme de *Mitsprache-recht* vis-à-vis de la force nucléaire française. Mitterrand, en 1988, avait bien résumé les choses en remarquant, à propos des hésitations de la RFA concernant l'UEM – et, en creux, de celles de la France concernant la coopération en matière nucléaire –, que « *le deutschemark est en quelque sorte [pour la RFA] sa force nucléaire* » (2).

LE CHOC ABSORBÉ DE LA FIN DE LA GUERRE FROIDE

La fin de la Guerre froide et l'unification allemande risquaient de remettre en question un tel équilibre : l'unité retrouvée de l'Allemagne accroîtrait mécaniquement son poids économique et monétaire, tandis que son retour à la pleine souveraineté réduirait *ipso facto* la marge de supériorité de la France dans le domaine politico-stratégique. Loin de s'y opposer stérilement, comme on l'a beaucoup dit, la France de Mitterrand, en en faisant le levier d'une unification européenne conforme à ses visées, avait néanmoins su tirer les marrons du feu de l'unité allemande dans l'espoir d'en atténuer les effets : en obtenant l'engagement irrévocable de Kohl en faveur de l'UEM, la France pouvait espérer insérer la future puissance allemande dans une Europe économiquement toujours plus intégrée ; quant à la mise sur pied d'une Europe politique centrée sur une politique étrangère et de sécurité commune (PESC) de nature intergouvernementale, elle lui permettait de prétendre conserver un rôle politico-stratégique de premier plan sans sacrifier sa sacrosainte autonomie de décision dans ce domaine (3).

Avec le recul, la France aura plutôt bien absorbé le choc de la fin de la Guerre froide. Pendant près d'une quinzaine d'années, le rapport de force économique entre une Allemagne entravée par le coût de la réunification et une France encore relativement bien portante n'aura pas été significativement bouleversé, la seconde enregistrant même, dans cette

(2) Cité in Frédéric Bozo, *Mitterrand, la fin de la Guerre froide et l'unification allemande*, Odile Jacob, Paris, 2005, p. 84 (traduction anglaise, Berghahn Books, 2009).

(3) Sur tout ceci, *ibid.*

période, des performances de croissance supérieures à la première (4). Et si la mise en œuvre de l'UEM avait donné lieu à des difficultés entre les deux pays, le lancement réussi de l'euro en 1999 avait semblé confirmer la validité du pari mitterrandien de la poursuite de l'unification européenne comme la meilleure réponse au défi de la puissance allemande. Dans ce contexte, la transformation progressive de la politique internationale de l'Allemagne dans le sens d'une « normalisation » politico-stratégique – une transformation illustrée par la décision du tribunal de Karlsruhe en 1994 et, plus encore, par la participation active de l'Allemagne à la campagne de l'Alliance atlantique dans la crise du Kosovo en 1999, puis à celle des Etats-Unis en Afghanistan en 2001 – ne pouvait inquiéter outre-mesure du côté français. Même si elle réduisait *ipso facto* l'avantage comparatif de la France dans ce domaine, l'émergence d'une Allemagne désormais « normale » sur la scène internationale était non seulement inévitable une fois tournée la page de la Guerre froide, mais bienvenue au regard des défis auxquels faisaient face l'Europe et le monde occidental. Cela, d'autant que – comme le Kosovo et l'Afghanistan l'illustraient – Berlin s'affirmait en tant qu'acteur politico-stratégique selon des positions en tout point compatibles avec celles de ses partenaires européens et atlantiques, à commencer par Paris.

Au total, au début des années 2000, dans un contexte marqué par l'affirmation de l'Union européenne des points de vue monétaire et stratégique, on assistait, dans ces deux domaines, à une convergence accrue entre les deux pays. Sur fond d'achèvement de l'UEM et de mise en place de la politique européenne de sécurité et de défense (PESD), la France – grâce notamment à une démographie vigoureuse – se montrait moins complexée par rapport à la puissance économique allemande et aussi moins soucieuse de se distinguer de sa voisine par un activisme de grande puissance. En dépit des habituelles frictions (en particulier lors du Sommet de Nice en décembre 2000), le pari européen, en d'autres termes, semblait apporter une réponse durable au problème de la puissance dans les rapports franco-allemands.

On peut, rétrospectivement, situer autour de l'année 2003 le point haut de cette trajectoire de convergence franco-allemande. Le quarantième anniversaire du Traité de l'Elysée, en janvier, avait été l'occasion pour les dirigeants des deux pays de faire la démonstration de leur entente étroite sur fond de crise iraquienne. L'Allemagne rejoignait la France sur une position « gaulliste » de refus de la guerre américaine, illustrant ainsi la marge de manœuvre politico-stratégique nouvelle dont Berlin entendait désormais faire usage – à la plus grande satisfaction, en l'espèce, de Paris – au nom d'un *deutscher Weg* affirmé sans complexe par le chancelier

(4) Cf. Fondation Robert Schuman, « Les économies française et allemande : un destin lié, des stratégies à rapprocher », *Questions d'Europe*, n° 149, nov. 2009, disponible sur le site Internet www.robert-schuman.eu/fr/questions-d-europe/0149-les-economies-francaise-et-allemande-un-destin-lie-des-strategies-a-rapprocher.

Gerhard Schröder. Et, cette même année, l'Allemagne et la France – toutes deux en déficit excessif – avaient conjointement remis en cause le Pacte de stabilité et de croissance. Une situation qui reflétait le rapprochement non seulement des économies – alors toutes deux à la peine –, mais aussi des conceptions économiques des deux pays, Berlin semblant rejoindre Paris dans une approche désormais moins « orthodoxe ».

Cette convergence, pourtant, aura été sinon illusoire, du moins transitoire. Avec le recul, l'année 2003 aura surtout marqué le point de départ des divergences profondes qui caractérisent aujourd'hui le couple franco-allemand, remettant au premier plan le problème de la puissance dans les rapports entre les deux pays. La coïncidence, plus de dix ans après, est parlante : le 14 mars 2003, alors que l'ultime compte à rebours de l'invasion de l'Iraq était déclenché et que la France – droit de veto oblige – se retrouvait en première ligne dans le défi aux Etats-Unis, se donnant ainsi l'illusion de renouer avec un statut de puissance mondiale de premier plan, Gerhard Schröder annonçait devant le Bundestag les grandes lignes de son « Agenda 2010 » qui allait redonner à l'Allemagne, naguère encore le *Sorgekind* de l'Europe, une prépondérance économique incontestée. Tandis que les politiques alors mises en place à Berlin produisaient leurs effets en rendant à l'Allemagne sa compétitivité de grande puissance exportatrice tout en assurant le rétablissement de ses finances publiques, la France, de Chirac à Sarkozy puis à Hollande, restait en panne d'indispensables réformes. Certes, en assurant à l'Allemagne un rôle prépondérant dans la mise en œuvre des réponses nécessaires, la crise de l'euro aura à bien des égards amplifié la perception du différentiel de puissance franco-allemand, surtout une fois dissipée, à partir de 2012, l'apparence d'une gestion commune de la crise par Paris et Berlin sous couvert de « Merkozy ». Le résultat est pourtant bien là : la relation bilatérale est, aujourd'hui, caractérisée par le décalage entre une Allemagne économiquement dominante à l'échelle européenne, comme en témoigne un *leadership* en fin de compte assumé sans ambages dans la gestion de la crise de l'euro, et une France affaiblie et faisant à son tour figure d'« homme malade de l'Europe ». Une situation sans précédent depuis l'échec de l'« expérience socialiste » au début des années quatre-vingt.

UNE NOUVELLE POLITIQUE DE PUISSANCE

Or l'émergence de l'Allemagne comme pays économiquement dominant au sein de l'Union européenne a été, ces dernières années, le socle d'une nouvelle affirmation internationale – voire à certains égards d'une nouvelle politique de puissance – qui ne va pas sans poser de questions à ses partenaires, à commencer par la France. Certes, l'aspiration de l'Allemagne à jouer un rôle qu'elle juge à sa mesure et conforme à ses intérêts sur la scène mondiale ne constitue ni une surprise ni, en soi, un problème : elle s'inscrit dans le prolongement de la « normalisation » engagée dès les années

quatre-vingt-dix et traduit naturellement le rétablissement économique qu'elle a opéré tout au long de la décennie écoulée. « Nouvelle puissance, nouvelle responsabilité », proclame ainsi une récente étude de la politique étrangère allemande menée par des experts en vue, étude dans laquelle les auteurs appellent l'Allemagne à assumer un rôle dirigeant international à proportion de ses ressources économiques et géopolitiques (5). Et, de fait, en quoi faudrait-il s'étonner ou s'inquiéter de ce qu'une Allemagne ayant pleinement recouvré sa souveraineté et digéré son unification souhaite rompre avec un certain profil bas, identifié – à tort ou à raison – à ce qu'avait été la politique de Bonn – qui, derrière son apparente retenue, savait, en réalité, s'affirmer si nécessaire sur la scène internationale – et mettre en avant sa nouvelle « confiance en soi » ? (6)

Reste que cette nouvelle affirmation de l'Allemagne sur la scène mondiale s'est faite, ces dernières années, selon des orientations qui ont mis en évidence un net décalage par rapport à la France, accentuant ainsi le sentiment d'une divergence croissante entre les deux pays – une divergence qui peut d'autant plus inquiéter un partenaire français sérieusement affaibli sur le plan économique. Ce n'est pas tant, en elle-même, la tendance perceptible à une forme d'affirmation géoéconomique décomplexée de la puissance allemande – qui passe notamment par l'établissement de relations privilégiées avec les principales puissances émergentes, à commencer par la Russie et la Chine – qui est ici en cause : la France n'a pas à cet égard une politique foncièrement différente, même si ses moyens et sa situation économique ne lui permettent pas de faire jeu égal avec l'Allemagne dans ce domaine. C'est bien davantage le non-engagement, voire l'abstention politico-stratégique, qui semble caractériser depuis plusieurs années la politique de Berlin – qualifiée régulièrement de politique de « grande Suisse » par d'aucuns – qui, vue de Paris, soulève des interrogations. L'abstention aux Nations Unies (résolution 1973) à propos de l'intervention en Libye en 2011 – qui a, on le sait, déclenché un intense débat outre-Rhin – et les réserves allemandes à propos d'éventuelles frappes contre le régime syrien à la suite de l'attaque chimique de l'été 2013, ainsi que le soutien limité et la participation réduite de Berlin aux opérations françaises au Mali (opération Serval) et en République centrafricaine (Sangaris) tout au long de cette même année 2013 et jusqu'à aujourd'hui : tout cela dessine une nouvelle politique d'abstention, si ce n'est de neutralité, allemande dans les crises internationales majeures auxquelles ont été confrontés ces dernières années les pays occidentaux,

(5) Stiftung Wissenschaft und Politik / German Marshall Fund, *Neue Macht, neue Verantwortung : Elemente einer deutschen Außen- und Sicherheitspolitik für eine Welt im Umbruch*, 2013, disponible sur le site Internet www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/projekt_papiere/DeutAussenSicherhpol_SWP_GMF_2013.pdf

(6) Pour une discussion des facteurs de continuité et de rupture dans la politique internationale de l'Allemagne, cf. Gunther Hellmann, « Das neue Selbstbewusstsein deutscher Außenpolitik und die veränderten Standards der Angemessenheit », in Thomas JÄGER / Alexander HÖSE / Kai OPPERMAN (dir.), *Deutsche Außenpolitik*, Verlag für Sozialwissenschaft, Wiesbaden, 2011.

marquant de fait un retour en arrière par rapport aux évolutions qui avaient abouti à l'intervention allemande au Kosovo puis en Afghanistan. Une politique en fort contraste avec l'activisme dont Paris a fait preuve face à ces mêmes crises et qui aura conféré à la France une place de tout premier plan parmi les puissances « interventionnistes », une évolution d'autant plus remarquable au vu de la relative « fatigue » des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne une décennie après leur fiasco iraquien. Au total, la perspective d'une convergence politico-stratégique entre Paris et Berlin, telle qu'elle se profilait au début des années 2000 et qui paraissait l'aboutissement logique de la « normalisation » allemande, n'est qu'un lointain souvenir. L'heure est au déphasage, si ce n'est à un possible divorce politico-stratégique entre une France plus activiste que jamais dans ce domaine et une Allemagne ayant renoué avec une « culture de retenue » qu'explique son passé – mais qui peut aussi paraître relever de l'intérêt bien compris d'une puissance frileuse, économe de ses engagements et qui miserait, avant tout, sur son affirmation économique.

La France doit-elle pour autant s'inquiéter, en soi, de la direction prise ces dernières années par l'Allemagne sur la scène internationale ? Faut-il redouter – certes sous des formes nouvelles – un retour à certains errements passés de la politique allemande, comme d'aucuns ont pu le soutenir et, d'abord, à une politique du « cavalier seul » ? C'est discutable. Quoique très critiquée en Allemagne comme ailleurs, l'abstention de Berlin dans l'affaire libyenne, prolongée par ses réserves dans la crise syrienne, peut difficilement passer pour un acte conquérant d'affirmation nationale allemande, à l'image de ce qu'avait été, vingt ans auparavant, la décision de Bonn de reconnaître l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie à l'encontre du consensus de la communauté internationale, une décision aux conséquences autrement plus importantes – et dommageables – que celle du printemps 2011. Cette dernière, avec le recul, n'aura au demeurant pas été dénuée de justifications, certaines des craintes exprimées sur le moment par Berlin s'étant révélées fondées, si on en juge du moins par l'actuel chaos libyen et ses retombées régionales – sans parler de l'état des relations avec la Russie, cette dernière estimant avoir été flouée, dans l'affaire libyenne, par des Occidentaux ayant instrumentalisé le feu vert onusien au profit d'une politique de changement de régime déguisée. Faut-il, dès lors, voir dans l'attitude allemande un retour à une « politique de la bascule » entre l'Est et l'Ouest, comme on a pu le soutenir en pointant également du doigt l'abstention de Berlin au moment du vote de la résolution 1973, une abstention partagée avec la Russie, la Chine, l'Inde et le Brésil, soit autant de puissances émergentes engagées à des titres divers dans un révisionnisme anti-occidental ? L'attitude allemande dans cette affaire aura-t-elle été, en d'autres termes, l'acte fondateur d'une politique caractérisée par le primat d'intérêts de nature géo-économique, une politique qui pourrait conduire Berlin à changer de « camp » en fonction des circonstances ? C'est tout aussi discutable : d'abord parce que la

notion d'un « camp » occidental n'a en aucune manière la même pertinence aujourd'hui que naguère, en particulier pendant la Guerre froide ; et, ensuite, parce que cette abstention allemande s'inscrit dans un contexte qui demeure en dernière analyse marqué par les conséquences de l'affaire iraquienne, qui a objectivement – et durablement – hypothéqué les notions d'intervention humanitaire et de changement de régime par la force. En d'autres termes, l'Allemagne – dont les dirigeants et la classe politique se seront au demeurant montrés partagés dans cette affaire – ne manquait pas d'arguments relevant des mérites propres du dossier libyen – et par la suite syrien – et pouvait à bon droit mettre en avant la cohérence entre les positions qu'elle avait prises en 2003 et celles qu'elle a prises en 2011-2013.

Si on ajoute que, dans la récente crise ukrainienne, l'Allemagne – alors que les observateurs les plus critiques, prompts à dénoncer la logique mercantile qui sous-tendrait les relations entre Berlin et Moscou, s'attendaient à la voir adopter une attitude de complaisance – aura en définitive fait preuve de fermeté vis-à-vis de la Russie, tout en maintenant une étroite coordination avec ses principaux partenaires atlantiques et européens, à commencer par la France, il faut bien admettre que la crainte d'une éventuelle « dérive » allemande relève d'un procès d'intention à ce jour non vérifié. Quelle que soit sa volonté – désormais davantage assumée – de jouer sa carte et de défendre ses intérêts propres sur la scène mondiale, la politique extérieure de l'Allemagne reste jusqu'à nouvel ordre caractérisée par les fondamentaux qui sont les siens depuis la « création », à savoir la conjugaison des primats atlantique, européen et onusien. Comme l'a résumé récemment le président fédéral, Joachim Gauck, il s'agit de la « *bonne Allemagne, la meilleure que nous ayons jamais eue* » (7).

INTERROGATIONS D'AVENIR

Reste que les actuelles divergences franco-allemandes ne vont pas sans soulever des interrogations pour l'avenir. Du côté allemand, la tentation d'un jeu de puissance plus étroitement national – en politique étrangère tout comme en politique européenne – ne peut être exclue. De fait, s'il s'accompagne toujours d'un discours rassurant sur ses « nouvelles responsabilités » et, par là même, d'un engagement à maintenir ses orientations européenne, atlantique ou onusienne, le sentiment d'une « nouvelle puissance » est aujourd'hui très répandu en Allemagne. Or, quelles que soient ses performances récentes, en particulier économiques, la puissance allemande n'a pas pour autant changé de nature ou de catégorie depuis un quart de siècle : l'Allemagne continue objectivement, si on fait le bilan de ses forces et faiblesses – ne serait-ce que démographiques –, d'appartenir, aux côtés de la France et de la Grande-Bretagne, au club des

(7) « Deutschlands Rolle in der Welt : Anmerkungen zu Verantwortung, Normen und Bündnissen », Munich, 31 janv. 2014, disponible sur le site Internet www.bundespraesident.de/SharedDocs/Reden/DE/Joachim-Gauck/Reden/2014/01/140131-Muenchner-Sicherheitskonferenz.html.

puissances moyennes européennes, fussent-elles d'envergure mondiale (8). Dès lors le risque existe – surtout du fait de son actuelle position en Europe et de l'image flatteuse que lui renvoie le reste du monde, celle du pays dominant au sein de l'Union – d'une surestimation de la puissance de l'Allemagne et donc de l'illusion d'une marge de manœuvre qui lui permettrait de jouer davantage, si nécessaire, en solo – c'est typiquement le cas dans les relations avec une puissance qui, elle, a réellement changé de catégorie ces vingt dernières années : la Chine (9). Quant au risque de voir l'Allemagne camper durablement sur son Aventin politico-stratégique et se couper dans ce domaine de ses principaux partenaires, il n'est pas négligeable : car si les plus hautes autorités du pays – à l'instar de Joachim Gauck dans son récent discours à la Conférence sur la sécurité de Munich (10) – appellent à un engagement accru du pays, y compris, si nécessaire, avec des moyens militaires, et si l'outil de défense allemand évolue bel et bien dans cette direction – non sans difficultés d'ailleurs, comme l'a récemment montré la difficile livraison d'armement au Kurdistan iraquien par la Bundeswehr –, c'est sans compter avec une opinion publique qui demeure plus que réticente. Au total, la possibilité de voir l'Allemagne s'affirmer, dans les prochaines années, comme une puissance guidée par la défense étroite de ses intérêts géoéconomiques et rétive à tout rôle géostratégique actif – la « grande Suisse » redoutée par d'aucuns – ne peut être totalement exclue.

Or, du côté français, une tentation symétrique pourrait bien prévaloir : celle d'un activisme politico-stratégique qui, consciemment ou non, viserait à compenser le déficit de puissance français vis-à-vis de l'Allemagne par une nouvelle politique de puissance – en particulier en s'affirmant systématiquement comme pays interventionniste aux côtés des Etats-Unis ou de la Grande-Bretagne – dans l'espoir de maintenir, comme naguère, une forme d'équilibre franco-allemand. Cependant, un tel calcul serait d'autant plus illusoire que les actuelles difficultés économiques de la France – et d'abord la nécessité de redresser ses finances publiques au nom du respect du Pacte de stabilité – limitent sa marge de manœuvre dans ce domaine, comme l'illustrent les contraintes sévères qui pèsent désormais sur le budget de la défense, en particulier sur celui des interventions. Plus fondamentalement, vingt-cinq ans après la chute du Mur de Berlin, la France doit reconnaître que l'Allemagne – quelle que soit sa réticence à s'engager sur ses terrains de prédilection, à commencer par celui des interventions –, est bel et bien redevenue « une » puissance, fût-ce « malgré

(8) Sur ce point, cf. Robert KAPPEL, « Global power shifts and Germany's new foreign policy agenda », *Strategic Analysis*, vol. XXXVIII, n° 3, 2014, pp. 341-352 ; Hanns W. MAULL, « Deutsche Außenpolitik : zwischen Selbstüberschätzung und Wegducken », *GIGA Focus*, n° 1, 2014, disponible sur le site Internet www.giga-hamburg.de/de/system/files/publications/gf_global_1401_0.pdf.

(9) Cf. François GODEMENT, « A strong European China policy is in the interest of Germany », disponible sur le site Internet www.review2014.de/en/pdf/external-view/show/article/gut-fuer-deutschland-eine-starke-europaeische-china-politik.html.

(10) « Deutschlands Rolle in der Welt », *op. cit.*

elle », rendant vaine toute idée de la surclasser au moyen d'une « politique » de puissance comme pendant la Guerre froide. Dès lors, la formation d'une sorte de « club » de grandes puissances occidentales « interventionnistes », composé essentiellement des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France et excluant l'Allemagne, plutôt que d'amener cette dernière vers leurs positions, pourrait bien encourager chez elle une tentation de l'abstention, voire de la neutralité.

Surtout, un tel schéma serait nuisible à la poursuite du projet européen à un moment décisif. Dès l'origine, la crise de l'euro a mis en évidence les défauts structurels de l'Union européenne, à commencer par l'absence d'une réelle gouvernance économique et budgétaire, condition indispensable de la viabilité à long terme de l'union monétaire. Face à ce constat, les dirigeants européens – quelles que soient leurs divergences sur la manière d'y parvenir – ont compris qu'une union économique de plein exercice, appuyée sur une véritable union politique, constituait un objectif indispensable à la survie de la monnaie unique. Or il serait illusoire de prétendre instaurer une telle gouvernance si les principaux Etats-membres que sont la France et l'Allemagne divergent dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité, qui reste à ce jour l'un des principaux piliers de l'Union. Comment imaginer une plus grande cohésion économique et, surtout, une plus grande solidarité budgétaire sans partager aussi les mêmes conceptions et les mêmes intérêts stratégiques ?

En définitive, la crise de l'euro et l'affirmation d'une « nouvelle puissance » allemande posent bel et bien la question – qui n'est, en fait, pas si nouvelle – de l'avenir de l'engagement de l'Allemagne dans le projet européen : jusqu'où est-elle prête à aller pour construire une Europe qui dépasse un simple « fédéralisme budgétaire » – ou austéritaire –, lequel ne serait en réalité que l'addition des égoïsmes nationaux ? Et dans quelle mesure reconnaît-elle qu'elle ne peut peser isolément dans le monde et que seule une Europe rassemblée sera en mesure d'exister sur la scène internationale ? Telle est bien la question récemment posée en filigrane à Angela Merkel par François Hollande : « *La France a toutes les raisons de souhaiter une Allemagne plus présente sur la scène mondiale. Nous n'avons pas vocation à agir seuls. Je suis favorable à un partage de la responsabilité, sur le plan politique, militaire et budgétaire* » (11). Cependant, si le Président français place ainsi, à juste titre, sa partenaire devant ses responsabilités européennes en appelant à une Allemagne tout à la fois plus solidaire en matière économique et plus engagée en matière stratégique, c'est sans doute davantage l'actuelle faiblesse française que la « nouvelle puissance » allemande qui pose aujourd'hui problème. Car entraîner l'Allemagne dans la construction d'une Europe plus intégrée et solidaire à la fois économiquement et stratégiquement passe nécessairement par un redressement français : seul un tel redressement – comparable à ce

(11) « Ce que Hollande demande à l'Allemagne », *Le Monde*, 5 août 2014.

qui s'est produit après le « tournant » de 1983 – permettra en effet à la France de reprendre conjointement avec l'Allemagne le *leadership* européen en retrouvant la crédibilité et la force de proposition indispensables pour l'entraîner dans la poursuite de la construction européenne et pour renouer ainsi avec les voies de la convergence stratégique. Loin de toute idée, aujourd'hui obsolète, d'un équilibre entre puissance allemande et politique de puissance française.